

# PROGRAMME TAIÏWAN SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

Juillet 2021

## D'une Chine à l'autre : l'Inde entre tensions et révisions

**Gilles Boquérat**



FONDATION  
*pour la* RECHERCHE  
STRATÉGIQUE

**Gilles Boquérat**, docteur en histoire de l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne, est spécialiste de l'Asie du Sud contemporaine. Il a résidé à plusieurs reprises dans cette aire géographique au titre d'une recherche doctorale à l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi, puis lors d'affectations au Centre de Sciences Humaines de New Delhi et à l'Institut d'Etudes Stratégiques d'Islamabad. Il est depuis une décennie chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), Paris. Les travaux réalisés, et les publications et rapports auxquels ils donnent lieu, abordent aussi bien les dynamiques internes des pays de la zone que leurs projections régionales et internationales, qu'elles soient diplomatiques, économiques ou géostratégiques.

**FRS PROGRAMME TAIÛWAN**  
SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

**Le Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie** vise à permettre une meilleure compréhension des principaux enjeux à Taïwan et dans le détroit de Taïwan, ainsi que du potentiel de coopération entre la France, mais aussi l'Union européenne, et Taïwan, à travers l'organisation de conférences et la publication d'articles, ainsi que des entretiens avec des décideurs politiques et des experts taïwanais de premier plan. Ce programme de recherche indépendant bénéficie d'un soutien du Bureau de représentation de Taipei en France.

## D'une Chine à l'autre : l'Inde entre tensions et révisions

Gilles Boquérat

Un an après l'affrontement entre soldats chinois et indiens à Galwan au Ladakh le 15 juin 2020, qui coûta la vie à vingt de ces derniers (et officiellement à quatre membres de l'Armée Populaire de Libération), les forces déployées sur la frontière par les deux pays restent en état d'alerte, rappelant que le contentieux frontalier n'a rien perdu de sa capacité à peser négativement sur les relations sino-indiennes, presque quarante ans après le conflit qui avait opposé les deux pays à l'automne 1962.

Pour New Delhi, les troupes chinoises se sont aventurées au Ladakh au-delà de la ligne de contrôle effectif (*Line of Actual Control*, LAC), alors même que deux récents sommets informels entre le Premier ministre indien Narendra Modi et le président chinois Xi Jinping (Wuhan, avril 2018, et Mahabalipuram, octobre 2019), avaient été l'occasion de réaffirmer la nécessité de maintenir la paix et la tranquillité sur la frontière himalayenne<sup>1</sup>. On pouvait même lire dans le rapport annuel du ministère indien de la Défense que « *la stabilité dans les zones frontalières entre l'Inde et la Chine s'est améliorée et s'est maintenue* » sur fond de nouvel élan dans les échanges en matière de défense<sup>2</sup>. L'amélioration observée faisait référence aux incidents survenus au cours des années précédentes aussi bien dans la partie occidentale (Depsang en 2013, Chumar en 2014) que dans la partie orientale (Doklam en 2017). Plusieurs accords bilatéraux auraient dû *a priori* prévenir les risques d'accrochages liés à une interprétation parfois divergente de la LAC. La dernière escarmouche faisant un nombre important de victimes remontait d'ailleurs à 1967, lorsque 88 soldats indiens furent tués au col de Nathu, à la frontière entre le Sikkim, alors protectorat indien, et la Chine<sup>3</sup>.

Si les relations bilatérales ont, depuis soixante-dix ans, souvent laissé place à la défiance, les événements de l'année écoulée ont marqué un nouveau palier dans l'acrimonie. Ils offrent aussi l'occasion d'une réévaluation par l'Inde de la relation avec Taïwan.

### La nature du contentieux frontalier

Le différend entre les deux pays sur le tracé de la frontière himalayenne porte essentiellement sur deux secteurs : à l'ouest sur l'Aksai Chin, et à l'est sur l'État indien de l'Arunachal Pradesh connu sous l'acronyme NEFA (*North-East Frontier Agency*) jusqu'en 1972<sup>4</sup>. Le contentieux est indissociable de l'invasion du Tibet par la jeune République populaire de Chine (RPC) fin 1950, qui mit l'Inde et la Chine en contact direct. Selon la cartographie officielle indienne, ces deux territoires appartiennent à l'Inde en vertu, notamment, dans le cas de l'Aksai Chin, d'une frontière « naturelle, traditionnelle et coutumière » confirmée notamment par le traité de 1842 entre le Tibet et le Ladakh. Pour autant, il n'y eut jamais de démarcation au sol. Quant au secteur oriental, l'Inde invoque surtout la convention de Simla de 1914 signée entre les gouvernements

<sup>1</sup> Aucun Premier ministre indien, avant Modi, n'a réalisé autant de visites officielles en Chine (cinq). La Chine avait même accueilli Narendra Modi à quatre reprises lorsque celui-ci était à la tête de l'État du Gujarat (2001-2014) et *persona non grata* dans nombre de pays occidentaux, où il était ostracisé pour son laxisme lors des émeutes antimusulmanes de 2002.

<sup>2</sup> *Annual report 2018-19*, Ministry of Defense, Government of India, pp. 4-5. Ainsi, en décembre 2019, s'étaient déroulés au Meghalaya les huitièmes exercices conjoints « Hand in Hand » associant soldats indiens et un contingent chinois venant du commandement militaire du Tibet.

<sup>3</sup> En octobre 1975, année du rattachement du Sikkim à l'Inde, quatre soldats indiens furent tués lorsqu'une patrouille des *Assam rifles* fut embusquée en Arunachal Pradesh par un peloton chinois.

<sup>4</sup> Un différend mineur existe aussi dans le secteur central de la frontière, à l'ouest du Népal.

britannique et tibétain et au cours de laquelle fut grossièrement tracée la ligne Mc Mahon suivant la ligne de crête himalayenne<sup>5</sup>. La Chine communiste ne s'est pas considérée tenue par des accords passés par les autorités tibétaines ou relevant de la période coloniale en Inde. Si l'Aksai Chin est de fait sous le contrôle des Chinois depuis les années 1950, durant lesquelles ils construisirent une route le traversant et reliant le Tibet au Xinjiang, l'Inde est en possession, à l'est, de ce que Pékin préfère nommer « Tibet du Sud », en revendiquant une démarcation passant au pied des contreforts himalayens et en bordure de la vallée du Brahmapoutre.

Par le passé, les Chinois se sont dit prêts à accepter la ligne Mac Mahon en échange de la reconnaissance par l'Inde de leurs prétentions territoriales sur l'Aksai Chin. C'est la base de l'accord que proposa Zhou Enlai à Nehru en 1960. Le Premier ministre indien refusa, décidant d'une imprudence – au regard de l'impréparation militaire – « *forward policy* » consistant à manifester sur les territoires contestés une présence militaire ; ce qui fut un facteur contributif au déclenchement de la guerre à l'automne 1962. Si l'Inde fut alors défaite, Pékin se contenta surtout de consolider ses positions sur le haut plateau de l'Aksai Chin. Une LAC sépare depuis les deux pays sur 3 500 kilomètres, dont 1 600 kilomètres dans le seul secteur occidental. Le problème frontalier tient aujourd'hui essentiellement à des désaccords ponctuels sur le tracé de la LAC, jamais formellement agréé sur toute sa longueur par les deux parties. Aussi, pour prévenir toute confrontation, différents accords ont prévu l'adoption de mesures de confiance dans l'attente d'un règlement politique.

Les deux premiers accords furent conclus en septembre 1993 (*Agreement on the Maintenance of Peace and Tranquillity along the Line of Actual Control in the India-China Border Areas*) et en novembre 1996 (*Agreement on Confidence Building Measures in the Military Field along the Line of Actual Control in the India-China Border Areas*). En 2003, lors de la visite à Pékin d'Atal Bihari Vajpayee, alors Premier ministre indien, un mécanisme avait été institué prévoyant que des représentants spéciaux exploreraient lors de rencontres (22 à ce jour) le cadre d'un règlement qui envisagerait des ajustements mutuellement acceptables par rapport aux positions respectives. Deux autres accords suivirent : l'un en 2012 (*Establishment of a Working Mechanism for Consultation and Coordination on India-China Border Affairs*), l'autre en 2013, portant sur la coopération en matière de défense frontalière. Dans le même temps, il était admis d'exclure tout recours à la force et que les divergences ne devaient pas entraver l'approfondissement des relations bilatérales. De fait, celles-ci n'ont cessé de se développer, surtout sur le plan économique, permettant à la Chine de devenir un partenaire économique de premier plan.

### Un début de désengagement, mais pas de désescalade

Au milieu des années 1970, un Groupe d'étude sur la Chine, placé sous la direction du ministre indien des Affaires étrangères, avait été créé dans le but de faire des recommandations quant aux moyens d'affirmer les revendications indiennes sur la LAC<sup>6</sup>. 65 points de patrouilles furent identifiés au Ladakh, du col de Karakorum au nord à Chumar au sud ; à charge pour l'armée et pour l'India-Tibetan Border Police (ITBP) d'y manifester leur passage et faire valoir l'emprise indienne<sup>7</sup>. Le 5 mai 2020, des soldats indiens furent blessés lorsque leur patrouille sur la rive nord du lac Pangong fut confrontée à des forces chinoises. Une autre altercation eut lieu le 9 mai au col de Naku au nord du Sikkim. A Galwan, le face-à-face avait dégénéré en affrontement sanglant,

<sup>5</sup> Sur les arguments développés par les Indiens et les Chinois, voir *Report of the Officials of the Governments of India and the People's Republic of China on the Boundary Question*, Ministry of External Affairs, Government of India, 1961.

<sup>6</sup> Le Groupe d'étude sur la Chine, actuellement dirigé par le conseiller à la sécurité nationale Ajit Doval, comprend les secrétaires d'Etat aux Affaires extérieures, à l'Intérieur et à la Défense, les vice-chefs d'état-major des trois forces armées et le directeur du bureau des Renseignements.

<sup>7</sup> Les contacts physiques entre les patrouilles menées des deux côtés étant interdits, celles-ci avaient recours à des subterfuges pour « marquer leur territoire » comme laisser derrière elles des paquets de cigarettes vides, des emballages de biscuits, des bouteilles de soda ou d'autres objets pour signifier leur défiance.

avant que les deux parties s'entendent sur la création d'une zone tampon. Les autres points de friction où les Indiens accusent les Chinois de transgression concernent, du nord au sud, la plaine de Depsang, et les zones de Gogra Post/Hot Springs près de la rivière Chang Chenmo, Pangong Tso<sup>8</sup> et au sud de Demchok.

### Différends frontaliers entre l'Inde et la Chine<sup>9</sup>



Si de nouveaux affrontements ont pu être évités, onze rencontres entre commandants de corps – la plus récente à Chushul le 9 avril 2021 – n'ont pas permis une désescalade (pas plus que des entretiens au niveau diplomatique fin juin 2021 dans le cadre du mécanisme de travail pour la consultation et la coordination sur les questions frontalières sino-indiennes). Le seul accord de désengagement des troupes, obtenu en février, est au nord et au sud du lac Pangong, où les Indiens estimaient que les troupes chinoises avaient pénétré de huit kilomètres au-delà de la LAC sur sa rive nord. Un résultat qui doit beaucoup à l'opération militaire conduite fin août 2020 par des soldats de la *Special Frontier Force*, composée notamment de réfugiés tibétains, qui permit aux Indiens de prendre le contrôle des hauteurs de la chaîne de Kailash surplombant la rive sud du lac et la garnison chinoise de Moldo. En revanche, les pourparlers portant sur le secteur de Gogra/Hot Springs<sup>10</sup> n'ont pas abouti à un retrait chinois, pas plus que dans les autres zones contestées.

Pour les Indiens, l'enjeu stratégique le plus important au niveau opérationnel porte sur la plaine de Depsang. Des incidents s'y étaient déroulés en avril 2013, et les Chinois, au printemps 2020, ont empêché l'armée indienne d'accéder à plusieurs endroits qu'elle avait l'habitude de patrouiller. A proximité se trouve, à 5 000 mètres d'altitude, l'aérodrome indien de Daulat Beg Oldie (DBO), établi au moment du conflit de 1962. La piste d'atterrissage se trouve ainsi près de la nouvelle route stratégique Darbuk-Shyok-DBO, longue de 255 km, essentielle pour ravitailler les forces déployées jusqu'au pied du col de Karakoram. Pour sécuriser l'accès à DBO, une route alternative est en construction, remontant la vallée de la Nubra, au nord de Leh, puis bifurquant vers l'est à partir de Sassoma. Dans le cadre de la création de nouveaux commandements

<sup>8</sup> « Tso » signifie lac en tibétain.

<sup>9</sup> « [India-China Border Dispute: Decoded](#) », *lasgyan*, 11 novembre 2020.

<sup>10</sup> C'est près de Hot Springs, au col de Kongka, que dix membres de la *Central Reserve Police Force* avaient été embusqués et tués par l'Armée Populaire de Libération le 21 octobre 1959, un jalon important dans la marche vers la guerre de 1962.

intégrant les ressources des trois armées, la Chine devrait faire l'objet d'un commandement unifié spécifique.

### Une pérennisation des tensions sur la frontière ?

Afin de faciliter le déploiement d'hommes et de matériel dans les zones frontalières, les autorités indiennes entendent combler les retards pris dans la réalisation de routes, dans le cadre du projet ICBR (*India-China Border Roads*), confiée pour la plupart à la *Border Roads Organisation* (BRO), un organisme placé sous la tutelle du ministère de la Défense. A cela s'ajoutent la construction et la rénovation d'héliports, le développement d'avant-postes ou encore de camps de base pour la police frontalière indo-tibétaine (ITBP). Quelque 50 000 soldats sont déployés le long des 800 kilomètres de la LAC au Ladakh oriental depuis l'été 2020, avec le risque que ce déploiement se pérennise, à l'image de ce qui se passe sur le glacier de Siachen voisin, objet d'un contentieux territorial avec le Pakistan depuis plusieurs décennies. Si les hommes ont dû s'adapter à des conditions météorologiques extrêmes, l'armement est aussi soumis à rude épreuve, qu'il s'agisse des chars de combat T72MI Ajeya et T90S Bhishma, les véhicules de combat intégrés russes BMP-2, les obusiers BAE Systems M777 de 155 mm/39, ou les batteries de missiles. Si l'accroissement rapide du nombre de soldats a témoigné de la capacité de transport aérien récemment acquise par l'Inde (CH-47 Chinook, Lockheed C-130J Super Hercules et Boeing C-17), elle aura un coût en termes d'usure des flottes de l'Indian Air Force (IAF). Les coûts cumulés du face-à-face pourraient imposer une charge importante à un budget de la défense déjà sous pression et risquent d'avoir un impact sur les plans de modernisation des forces dans un contexte de ralentissement économique aggravé par la pandémie de Covid-19.

L'Inde n'est pas dans un rapport de force qui lui permet de reconquérir le terrain perdu. D'après le SIPRI, le budget de la défense de la Chine en 2020 s'élevait à 252 milliards de dollars, contre seulement 72,9 milliards pour l'Inde. De 2011 à 2020, les dépenses de la Chine ont crû de 76 % quand elles n'augmentaient que de 34 % en Inde. L'objectif recherché, sur l'ensemble de la LAC, est donc surtout la mise en place d'une dissuasion crédible visant à décourager toute intrusion chinoise, tout en disposant d'une capacité de surprendre, au besoin, l'adversaire, comme lors de l'opération menée sur les hauteurs de Pangong Tso fin août 2020. Sur les trois corps d'assaut chargés de faire face à la menace pakistanaise (1<sup>er</sup> corps basé à Mathura, 2<sup>ème</sup> corps basé à Ambala, 21<sup>ème</sup> corps basé à Bhopal), le 1<sup>er</sup> corps d'attaque, avec deux divisions d'infanterie, a été redirigé vers le Ladakh. Le 17<sup>ème</sup> corps, basé à Panagarh, (Bengale occidentale), le seul corps d'attaque de montagne existant, continuera à se concentrer sur le secteur oriental couvrant le Sikkim et les Etats du Nord-Est.

Les relations sino-indiennes sont dans l'impasse. Le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, a pu dire à son homologue chinois, Wang Yi, qu'une décrispation passerait par un retour au Ladakh aux positions antérieures à avril 2020, incluant un désengagement complet, suivi d'une désescalade le long de la LAC. Rien ne semble indiquer que la Chine s'engage sur cette voie : les structures temporaires font place à des infrastructures permanentes, les avant-postes sont de mieux en mieux équipés (radars, capteurs, drones) et connectés avec les installations de l'arrière (routes, pose de fibres optiques). D'aucuns en Inde y voient l'application à la frontière himalayenne de la stratégie de grignotage territorial pratiquée avec succès en mer de Chine méridionale par Pékin, créant des îlots artificiels tout en restant en deçà du seuil du conflit armé déclaré. La décision chinoise d'amplifier la construction de villages frontaliers pouvant servir de postes de surveillance et permettant d'asseoir des revendications

territoriales dans des zones contestées semble aller dans ce sens<sup>11</sup>. A terme, dans le secteur oriental, la liaison ferroviaire entre Chengdu (Sichuan) et Lhassa (Tibet), une fois achevée, renforcera les capacités de déploiement rapide de troupes et d'équipements en cas de tensions près de la frontière avec l'Arunachal Pradesh et le Sikkim. Un premier tronçon de 435 km entre Lhassa et Nyingchi, ville proche de la frontière avec l'Arunachal Pradesh, a été inauguré le 25 juin 2021.

### Le déficit d'image de la Chine

Les griefs à l'égard de la Chine sont nombreux : un soutien sans faille au Pakistan (jugant notamment illégale l'abrogation en août 2019 de l'article 370 de la Constitution indienne offrant une autonomie au Jammu-et-Cachemire), le peu d'égards envers l'aspiration de l'Inde d'être intégrée au P5, des échanges commerciaux totalement déséquilibrés, etc., avec, en sous-texte, la frustration de voir le retard de développement économique par rapport à la Chine s'accroître. Avant même le début de la crise frontalière, l'image de la Chine communiste en Inde était déjà sérieusement écornée. Un sondage réalisé par le Pew Research Center rendu public en décembre 2019 montrait que 46 % des personnes interrogées avaient une opinion défavorable de la Chine, pour 23 % seulement d'opinions favorables. Le poids croissant de l'économie chinoise dans le monde était considéré comme une mauvaise chose par 61 % des sondés (seuls 20 % jugeaient favorablement cette donnée). Quant au renforcement militaire chinois, il rencontrait encore plus d'avis défavorables (73 %)<sup>12</sup>.

Le déclenchement de la pandémie de Covid-19 n'a fait que conforter le sentiment de profonde méfiance envers la Chine. La représentation diplomatique chinoise en Inde n'a pourtant pas ménagé ses efforts pour affirmer le rôle exemplaire de la République populaire, « usine mondiale contre la pandémie » mais victime du « China-bashing » des pays occidentaux attribué à un relent de colonialisme « face à la renaissance de la civilisation asiatique représentée par la Chine et l'Inde »<sup>13</sup>. A la mi-avril 2020, le ministère du Commerce avait annoncé une modification des règles en matière d'investissements directs étrangers. Ceux provenant de pays partageant une frontière terrestre avec l'Inde devront dorénavant requérir l'accord du gouvernement, et ne seront donc plus automatiquement autorisés dans les secteurs ne faisant pas déjà l'objet de restrictions de nature stratégique. Une mesure qui visait implicitement à empêcher des acquisitions/prises de contrôle opportunistes par des sociétés chinoises au détriment d'entreprises indiennes fragilisées par la pandémie.

L'intérêt des géants BAT (Baidu, Alibaba et Tencent) pour des startups indiennes posait des problèmes de confidentialité. L'Inde comptait, en 2020, 30 « sociétés licornes », dont 18 étaient soutenues par des investisseurs chinois<sup>14</sup>. Avec la numérisation de l'économie, les startups technologiques se sont tournées vers les investisseurs chinois pour le financement du capital-risque ainsi que pour leur expertise en matière de services en ligne. Ainsi, le *leader* indien des paiements numériques, Paytm, comptait Alibaba Group et la société financière Ant Group parmi ses investisseurs. Swiggy, l'un des *leaders* indiens de la restauration en ligne, a reçu des investissements des géants chinois de l'Internet Tencent et Meituan-Dianping, tandis que son rival, Zomato, est soutenu par Ant Group. Des fonds de capital-risque comme Shunwei Capital,

<sup>11</sup> Brahma Chellaney, « [China's Himalayan Salami Tactics](#) », *The Japan Times*, 21 mars 2021. Sur le plateau de Doklam, lieu de la précédente passe d'armes, en 2017, entre l'Inde, la Chine, et le Bhoutan, non seulement les installations militaires ont été renforcées et les voies de communication améliorées côté chinois, mais un village (Pangda) a vu le jour à proximité.

<sup>12</sup> Laura Silver, Kat Devlin, Christine Huang, « [Attitudes towards China](#) », Pew Research Center, 5 décembre 2019.

<sup>13</sup> Tang Guocai, « Enemy is coronavirus, not China », *The Indian Express*, 7 mai 2020. Tang Guocai est le consul-général de la République populaire de Chine à Mumbai.

<sup>14</sup> Voir Amit Bhandari, Blaise Fernandes, Aashna Agarwal, « [Chinese investments in India](#) », *Gateway House Report*, n° 3, février 2020.

Morningside Venture ou Fosun RZ Capital ont aussi investi dans l'écosystème technologique en développement en Inde<sup>15</sup>.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2020, Nitin Gadkari, le ministre des micro, petites et moyennes entreprises, laissa entendre que les sociétés chinoises ne seraient pas autorisées à participer à des coentreprises pour la réalisation de travaux d'infrastructure routière, et que par ailleurs le secteur des micro, petites et moyennes entreprises serait fermé aux investissements chinois. Au fil des mois, ce sont 267 applications chinoises qui ont été interdites, dont Tik Tok, WeChat, Weibo, Ali Express, etc. Le département indien des Télécommunications a, début mai 2021, confirmé la mise à l'écart des prétendants chinois, comme Huawei et ZTE, pour le développement de la 5G en Inde, au bénéfice de Samsung, Nokia ou Ericsson, retenus par les fournisseurs locaux de services (Reliance Jio, Bharti Airtel, Vodafone Idea et MTNL). Cela faisait suite à la modification des conditions d'octroi des licences gouvernementales, limité aux seuls utilisateurs d'équipements provenant de « sources fiables » déterminées par le coordinateur national de la cybersécurité ou le NCSC (National Cybersecurity Coordinator). Une décision à laquelle n'était pas étrangère la loi chinoise de 2017 sur le renseignement national, qui oblige les entreprises à partager leurs données et leurs informations avec le gouvernement.

Un sondage réalisé par *India Today*, début 2021, a confirmé la perception négative de la Chine: plus de 80% des Indiens estiment que Xi Jinping a trahi la confiance accordée par Narendra Modi et soutiennent l'interdiction d'applications mobiles et le *boycott* de produits chinois<sup>16</sup>. Shishir Gupta, contributeur au *Hindustan Times*, résumait une position partagée par nombre d'Indiens quand il écrit que depuis « la création de la RPC le 1<sup>er</sup> octobre 1949, les positions chinoises sont gravées dans le marbre vis-à-vis de l'Inde et Pékin n'a pas bougé d'un pouce pour répondre aux préoccupations indiennes. Elle attend de l'Inde qu'elle soit neutre, tandis que Pékin fait peu de cas de New Delhi en Asie du Sud »<sup>17</sup>.

### De la difficulté d'un découplage

Si New Delhi a refusé, en novembre 2020, de devenir membre du Partenariat régional économique global, y voyant un moyen pour la Chine de renforcer son *leadership* économique sur la zone indo-pacifique et cherchant à se protéger de la concurrence chinoise, s'affranchir des chaînes d'approvisionnement chinoises promet d'être compliqué. D'abord parce que la Chine est en au premier rang des importations indiennes : l'Inde est ainsi largement dépendante de la Chine dans les secteurs des principes actifs pour son industrie pharmaceutique, de l'électronique, des télécommunications, ou encore des pièces automobiles. Une dépendance encore vérifiée au pic de la deuxième vague de la pandémie de Covid-19 lorsque le secrétaire aux affaires étrangères, Harsh Shringla, dut reconnaître que, si le gouvernement était réticent à recevoir une aide chinoise, les entreprises indiennes, pour répondre aux besoins prioritaires, s'étaient aussi tournées vers la Chine<sup>18</sup>. Un autre exemple symbolique est le cas de la société chinoise de téléphonie mobile Vivo : après s'être engagée, en 2018, à sponsoriser le plus grand tournoi de cricket indien pour cinq ans, elle avait préféré suspendre cet engagement en août 2020 du fait de critiques sur les réseaux sociaux avant que son retour soit annoncé en février 2021.

<sup>15</sup> Avanish Tiwary, A.J. Cortese, « [As China funding dries up in India, local tech startups are looking elsewhere](#) », *KrAsia*, 24 septembre 2020.

<sup>16</sup> *India Today*, 1<sup>er</sup> février 2021, p. 46. Un sondage montre que plus de 40 % des consommateurs indiens n'auraient pas acheté de produits chinois depuis l'accrochage à Galwan en juin 2020. Quant aux acheteurs, ils sont essentiellement déterminés par un meilleur rapport qualité-prix (Pia Krishnankutty, « [43 % Indians did not buy 'Made in China' products since Galwan clash last year, survey says](#) », *The Print*, 15 juin 2021).

<sup>17</sup> « China violates border agreements with India, swears by 2003 pact on Tibet », *The Hindustan Times*, 31 décembre 2020. Un diplomate de l'ambassade de Chine avait fait référence à l'accord bilatéral de 2003 pour rappeler aux médias indiens que New Delhi avait reconnu la région autonome du Tibet comme faisant partie du territoire chinois et avait décidé de ne pas autoriser les Tibétains à s'engager dans des activités politiques dirigées contre la Chine.

<sup>18</sup> [Transcript of Special Briefing by Foreign Secretary on International Cooperation on COVID Pandemic](#), 29 avril 2019.

Si le déséquilibre entre les importations et les exportations a quelque peu décliné avec l'augmentation de ces dernières, on reste, en 2019-20, dans un rapport de 1 à 4 en faveur de la Chine (16,6 milliards d'exportations, essentiellement des minerais destinés à nourrir le rebond de l'économie chinoise, pour 65,3 milliards d'importations, incluant machines et équipements médicaux). Des chiffres qui font de la Chine le deuxième partenaire commercial de l'Inde après les Etats-Unis (avec lesquels l'Inde dégage un surplus commercial), voire le premier si on ajoute les échanges avec Hong-Kong<sup>19</sup>. La Chine est régulièrement visée par des mesures anti-dumping. L'annonce en avril 2021 du lancement de l'initiative pour la résilience de la chaîne d'approvisionnement (*supply chain resilience initiative*), associant l'Inde, le Japon et l'Australie dans le but d'éviter les risques de rupture et de contrer la domination chinoise, ne pourra avoir, au mieux, qu'une portée limitée, et à moyen terme. Les mécanismes réglementaires existants militent également contre un découplage stratégique. Par exemple, les exemptions accordées aux agences multilatérales, comme la Banque asiatique de développement ou la Banque mondiale, en matière de marchés publics permettent toujours aux entreprises chinoises d'accéder à des projets d'infrastructure en Inde. En tant que membre d'institutions financières multilatérales, l'Inde ne peut pas facilement discriminer les entreprises chinoises sans violer les règles de ces institutions.

L'exclusion d'entreprises chinoises du marché intérieur présente aussi le risque de ne pas disposer d'alternatives à un coût comparable pour un niveau d'expertise similaire. Environ 800 entreprises chinoises opèrent sur le marché indien, selon le site gouvernemental *Invest India*<sup>20</sup>. De grandes entreprises indiennes présentes en Chine trouvent également le marché chinois lucratif et seront durement touchées par des restrictions en représailles.

### Vers une réévaluation de la relation avec Taïwan

L'Inde indépendante n'avait pas tardé à reconnaître le nouveau régime communiste chinois (le 30 décembre 1949) et à délégitimer le gouvernement nationaliste à Formose. Nehru ne ménageait pas ses critiques envers Tchang kai-shek, allié des Etats-Unis et coupable de contribuer à pérenniser la confrontation entre les deux blocs de la Guerre froide, contraire à l'esprit du non-alignement indien. Malgré les vicissitudes des relations sino-indiennes, la reconnaissance de la République populaire de Chine comme le seul représentant de la Chine sur la scène internationale est restée, jusqu'à nos jours, la position officielle.

Soucieux de ne pas provoquer Pékin, New Delhi a pendant longtemps repoussé la perspective de collaborations avec Taïwan. Il faut attendre les années 1990 pour que l'Inde et Taïwan procèdent à un échange de représentations commerciales faisant office d'ambassades. En 1995, l'Inde a ouvert l'Association Inde-Taïpei dans la capitale de l'île, dont le directeur est un diplomate de carrière<sup>21</sup>. De son côté, Taïwan a établi le Centre économique et culturel de Taipei à New Delhi. Les deux représentations se proposent de stimuler les échanges économiques et de développer les relations culturelles. L'économie est au centre de la relation bilatérale. En 2011, une convention contre la double imposition et un accord de coopération douanière ont été signés. En 2018, un accord bilatéral d'investissements actualisé vise à protéger les investissements taïwanais en Inde. On estime que plus de 140 entreprises taïwanaises ont déjà investi en Inde, couvrant un vaste champ – de l'électronique (Delta Electronics, MiTAC, Foxcoon, Wistron) aux pneumatiques (Maxxis), de la banque (CTBC) à l'équipement industriel (Fair Friend Group), etc. L'Inde, qui escompte devenir un pôle manufacturier à l'exportation, veut attirer des entreprises taïwanaises

<sup>19</sup> <https://tradestat.commerce.gov.in/eidb/ecntq.asp>

<sup>20</sup> Madhu Bhalla, « Why India's complete economic disengagement from China is unrealistic », *The Print*, 28 avril 2021.

<sup>21</sup> En juillet 2020, le gouvernement indien nomma Gourangal Das, alors *joint secretary* à la division Amériques au ministère des Affaires extérieures, et par le passé posté à Pékin (2001-2004), comme nouveau représentant indien. Après avoir été en poste à Washington, il avait été chargé, en 2017, d'établir un Centre d'études de la Chine contemporaine au sein du ministère.

qui souhaiteraient diversifier leurs chaînes d'approvisionnement hors de Chine ou permettre de se substituer à des importations de la Chine continentale dans le secteur des biens électroniques, à commencer par les *smartphones*.

Certains au gouvernement verraient d'un bon œil l'ouverture de pourparlers pour parvenir à un accord commercial bilatéral, avec le risque de provoquer la colère de Pékin<sup>22</sup>. Les échanges commerciaux, certes en augmentation, sont toutefois encore modestes (l'Inde est, en 2020, le 17<sup>ème</sup> partenaire commercial de Taïwan, et Taïwan – le 31<sup>ème</sup> de l'Inde)<sup>23</sup>. La Fédération des chambres de commerce et d'industrie indienne (FICCI), la principale organisation patronale, organise régulièrement des rencontres avec leurs homologues taïwanaises. L'essor des échanges éducatifs et culturels se traduit notamment par le fait qu'environ 3 000 étudiants indiens poursuivent des études supérieures à Taïwan.

Après les incidents frontaliers de 2020, plusieurs commentateurs ont appelé à aller plus loin dans la relation bilatérale<sup>24</sup>. Raja Mohan, un universitaire et chroniqueur indien qui dirige l'Institut d'études sud-asiatiques à l'Université de Singapour, en appelle ainsi à dissocier les relations avec Pékin de celles menées avec Taipei, la communauté stratégique ayant trop longtemps considéré la relation avec la République de Chine comme étant uniquement adossée à celle avec Pékin. La conséquence en est que New Delhi a oscillé entre « *garder une distance excessive avec Taipei lorsque les liens avec Pékin sont chaleureux et s'en souvenir lorsque les liens sino-indiens se crispent* »<sup>25</sup>. Or, selon lui, l'Inde n'a nul besoin de renoncer à la « One China Policy » pour reconnaître que Taïwan, outre les bénéfices économiques que l'île peut apporter, est en passe de devenir le point de tension le plus inflammable en Asie avec des conséquences géopolitiques incalculables.

Face à une Chine continentale stratégiquement agressive et politiquement dictatoriale, l'Inde et Taïwan présentent des points communs : le respect des valeurs démocratiques et des libertés individuelles, la défense de l'état de droit, la reconnaissance des avantages d'un ordre international fondé sur des règles. La liberté de navigation est aussi un enjeu pour l'Inde, dont 40 % du commerce avec l'Asie orientale passent par le détroit de Taïwan. La complémentarité entre la relance de la « Look East Policy » (rebaptisée « Act East Policy » par Narendra Modi en novembre 2014) et le développement de la coopération avec l'Inde, un des objectifs de la « New Southbound Policy » initiée en septembre 2016 par la présidente Tsai Ing-wen, fournit un cadre conceptuel qui peut se nourrir du climat de tensions existant avec Pékin. Le représentant de Taïwan en Inde, Baoshuan Ger, déclarait ainsi, fin 2020, qu'il était temps pour Taipei et New Delhi de « redéfinir » leurs relations car, si la promotion des interactions économiques et culturelles reste un axe prioritaire, d'autres domaines, notamment sécuritaires, devraient être pris en considération<sup>26</sup>.

Début 2019, Pékin avait mis en garde contre toute coopération militaire après que l'Inde ait offert une assistance technologique pour la construction par Taïwan de sous-marins<sup>27</sup>. La possibilité d'une collaboration en matière de cybersécurité a été évoquée. Certains rêvent même à un PASSEX avec la Marine taïwanaise sur le modèle des exercices menés par la Marine indienne avec celles de plusieurs pays d'Asie orientale et du Sud-Est. Les échanges pourraient aussi avoir un volet diplomatique. Ainsi, Taipei souhaiterait que l'Inde, qui est actuellement au comité exécutif de l'Organisation mondiale de la santé, œuvre à la réintégration, au titre d'observateur, de Taïwan au

<sup>22</sup> Archana Chaudhary, Chris Horton, « [India considers trade talks with China as both spar with China](#) », Bloomberg, 20 octobre 2020.

<sup>23</sup> Dipanjan Roy Chaudhury, « [India set to expand ties with Taiwan; focus on trade and investments, says envoy](#) », *The Economic Times*, 10 janvier 2021.

<sup>24</sup> Un adepte du « parler fort », Bharat Karnad, regrette « la timidité indienne », New Delhi s'interdisant l'option d'indisposer Pékin « en armant de missiles stratégiques des États aux frontières de la Chine, à titre de revanche tardive pour l'équipement du Pakistan en missiles nucléaires, et de faire usage d'autres leviers de rétorsion (Taïwan, le Tibet, les Ouïghours). Voir « Himalayan Diffidence », *India Today*, 1<sup>er</sup> mars 2021, p. 16

<sup>25</sup> C. Raja Mohan, « The Taiwan Flashpoint », *The Indian Express*, 23 février 2021. La relation avec Taïwan ne trouve pas mention dans le rapport 2020-21 du ministère des Relations extérieures.

<sup>26</sup> John Feng, « [Taiwan woos India as China border clash boosts Taipei-New Delhi relationship](#) », *Newsweek*, 3 décembre 2020.

<sup>27</sup> Saibal Dasgupta, « [China opposes Indian bid to supply submarine technology to Taiwan](#) », *The Times of India*, 14 janvier 2019.

sein de cette institution spécialisée des Nations unies, ce à quoi la RPC s'est à nouveau opposée à l'occasion de la 74<sup>ème</sup> Assemblée mondiale de la santé, fin mai 2021.

En attendant, des liens se sont développés entre *think tanks*. En 2017, l'Institut taiwanais de recherche économique (TIER) et l'Observer Research Foundation (ORF), le premier *think tank* indépendant indien, ont signé un protocole d'accord pour promouvoir la recherche et les échanges<sup>28</sup>. En octobre 2020, ce fut au tour de la National Maritime Foundation, une institution soutenue par le ministère indien de la Défense et la Marine, de signer un accord avec la Taiwan-Asia Exchange Foundation (TAEF) en vue de développer une réflexion conjointe sur des questions d'intérêt commun liées au domaine maritime.

Cette volonté de rapprochement avec Taïwan n'a pas échappé à la représentation diplomatique de la RPC à New Delhi. Ainsi lorsqu'elle protesta après que le bureau commercial de la République de Chine ait fait paraître dans la presse nationale, à l'approche de la fête nationale, le 10 octobre, une pleine page montrant la présidente Tsai Ing-wen avec une légende vantant le fait que « *Taiwan et l'Inde sont des partenaires naturels* ». Les médias furent invités, dans un courriel adressé à plus de 250 journalistes, à « *s'en tenir à la position du gouvernement indien sur la question de Taïwan et [à] ne pas violer le principe d'une seule Chine. En particulier, Taïwan ne devait pas être désigné comme un 'pays (nation)' ou la 'République de Chine', et le dirigeant de la région chinoise de Taïwan comme le 'Président', afin de ne pas envoyer de mauvais signaux au grand public* ». En retour, le porte-parole du ministère des Affaires extérieures saisit l'occasion pour rappeler que les médias pouvaient s'exprimer librement en Inde.

L'ambassade de la RPC vit à nouveau rouge lorsque parut, début avril 2021, un éditorial dans le vénérable *Times of India*<sup>29</sup> estimant que l'Inde ne devrait pas s'inquiéter outre mesure des revendications politiques de la Chine sur Taïwan et qu'il y aurait, dans tous les cas, tout à gagner d'une coopération accrue dans plusieurs secteurs, allant des « villes intelligentes » et de la technologie agricole aux semi-conducteurs et à l'énergie renouvelable ; voire, pour l'apprentissage du mandarin, utiliser les Taiwan Education Centers, comme substituts aux « *problématiques instituts Confucius* ». Et de conclure que le désengagement des troupes chinoises au Ladakh étant au point mort, « *il n'y a aucune raison pour l'Inde d'être trop réceptive aux revendications territoriales de la Chine* ».

### Un retour de l'histoire

Comme lors du conflit de 1962, les tensions frontalières sont la manifestation d'un malaise dans les relations bilatérales dépassant le cadre d'une seule revendication territoriale, même si certains ont voulu voir dans la décision de faire en août 2019 du Ladakh un territoire de l'Union (après dissociation de l'Etat du Jammu-et-Cachemire) l'élément déclencheur. La Chine maoïste avait à l'époque voulu décrédibiliser l'Inde non-alignée comme *leader* pour les pays du tiers monde alors que, militairement débordée, elle n'hésitait pas à solliciter l'aide des Etats-Unis. Elle entendait aussi s'afficher comme garante de la pureté révolutionnaire face au révisionnisme khrouchtchévien qui privilégiait la relation avec New Delhi. Pékin avait même décidé de la suspension des combats, en décrétant un cessez-le-feu unilatéral après avoir humilié militairement l'Inde. Le message n'a guère changé : c'est la Chine qui doit décider, ou non, d'une désescalade ouvrant la voie à de nouvelles mesures de confiance après avoir démontré sa supériorité sur son rival asiatique. Tout comme la *forward policy* de Nehru soixante ans plus tôt, la réalisation par l'Inde de travaux

<sup>28</sup> Deux webinars ont déjà été organisés : le premier, en juillet 2020, portait sur les perspectives de coopération bilatérale après la pandémie. Le second, en mars 2021, s'intéressa à l'approfondissement de la coopération face à l'évolution de la situation dans la zone Indo-Pacifique. En juin 2020, la Vivekananda International Foundation, un centre de réflexion proche des actuelles autorités indiennes, a mis sur pied un échange avec la Prospect Foundation de Taïpei.

<sup>29</sup> Editorial, « [Taiwan message: New Delhi-Taïpei cooperation is both mutually beneficial and a pointed signal to China](#) », *The Times of India*, 4 avril 2021.

d'infrastructure à proximité immédiate de la LAC a offert l'occasion de faire valoir sa vision du tracé de la frontière.

Plus encore qu'en 1962 (car l'Union soviétique était alors une alternative), c'est vers les pays occidentaux que New Delhi se tourne pour contenir les ambitions de son puissant voisin. En novembre 2020, le *Quadilateral Security Dialogue* (Quad) a été relancé, impliquant une synergie entre les marines australienne, japonaise, américaine et indienne comme moyen de contrer un expansionnisme chinois dans l'espace océanique. Le défi économique et militaire posé par la Chine va requérir toute l'attention des stratèges indiens dans les mois et les années à venir, d'autant que l'Inde s'emploie à approfondir sa contribution à l'architecture de sécurité dans la zone Indo-Pacifique. Il sera intéressant de voir si New Delhi entend, et dans quelle mesure, y intégrer une coopération stratégique avec Taïwan.

**FRS** PROGRAMME TAIÛWAN  
SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

FONDATION  
*pour la* RECHERCHE  
STRATÉGIQUE